

Corneille Nangaa

Président de la Commission électorale nationale indépendante en RDC.

L'homme est au centre du jeu politique avec sa casquette de président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de la République démocratique du Congo. C'est en 2005 que cet ancien directeur de programme à l'École de formation électorale en Afrique centrale reprend pied dans "son" Congo. Il devient superviseur technique national de la commission électorale indépendante, sous l'abbé Apollinaire Malumalu (président de la Ceni de 2003 à 2011 et de 2013 à 2015). Le poste de président de la Ceni avait été confié de février 2011 à juin 2013 au pasteur Daniel Ngoyi Mulunda. C'est donc lui qui dirigea la campagne électorale de 2011 qui permit la réélection de Joseph Kabila devant Étienne Tshisekedi et Vital Kamerhe. Un scrutin jugé largement frauduleux. En 2015, Corneille Nangaa succède à Malumalu avec comme mission essentielle l'organisation de la présidentielle de 2016 qui doit entériner le départ de Joseph Kabila atteint par la limite constitutionnelle de deux mandats successifs. Mais ce choix de Nangaa n'a jamais fait l'unanimité au sein des confessions religieuses ;

l'Église catholique a toujours refusé de le soutenir. Face au "front commun" des autres confessions religieuses, les catholiques se retireront de la négociation. À peine installé, le jeune quadra est suspecté d'une "trop bonne" entente avec Joseph Kabila. Il n'aura de cesse de traîner des pieds pour préparer le scrutin de décembre 2016 qui ne pourra finalement pas être organisé. À partir de ce moment, la proximité entre le président Kabila et "son" patron de la Commission électorale nationale indépendante ne sera plus remise en question. Nangaa, poussé par la communauté internationale et par l'accord de la Saint-Sylvestre, signé entre l'opposition et la majorité sous l'égide des évêques congolais, sera obligé de fixer le scrutin présidentiel en 2018. C'est lui qui établira le calendrier pour ce scrutin, c'est lui aussi qui imposera la "machine à voter" malgré les critiques unanimes de l'opposition, du clergé et les doutes de la population congolaise. C'est lui encore qui refusera toute aide internationale pour l'organisation de ce scrutin... avant de faire machine arrière à trois jours des élections.

H. Le.